



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LANDES

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°40-2020-138

PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2020

Sommaire

Préfecture des Landes

40-2020-09-15-002 - Arrêté 2020-611 portant obligation du port du masque dans les Landes (6 pages) Page 3

40-2020-09-15-001 - Arrêté 2020-614 portant fermeture de la classe de CM1-CM2 de l'école Jules Ferry de St Pierre du Mont (2 pages) Page 10

Préfecture des Landes

40-2020-09-15-002

Arrêté 2020-611 portant obligation du port du masque dans
les Landes



**PRÉFÈTE
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet
Direction des sécurités
SIDPC**

**Arrêté CAB/DSEC/SIDPC n° 2020 – 611
Obligation du port du masque dans l'espace public des communes du département des
Landes**

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de la santé publique, notamment son article L 3136-1,

VU le code pénal,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

VU le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, notamment son article 1,

CONSIDÉRANT la déclaration de l'Organisation Mondiale de la Santé en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du COVID-19,

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2,

CONSIDÉRANT la situation épidémique relevée par l'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine, indiquant une reprise de l'épidémie depuis le début du mois de juillet et la nécessité de prévenir par toutes mesures compte tenu des circonstances les risques de rassemblements susceptibles de provoquer de nouveaux clusters,

CONSIDÉRANT l'évolution de la situation épidémique dans le département des Landes et tout particulièrement sur certaines lesquelles connaissant une fréquentation importante dans certains espaces publics (voies publiques et lieux ouverts au public) ne permettant pas de respecter les gestes barrières et notamment les règles de distanciation physique,

CONSIDÉRANT l'augmentation du taux d'incidence et du taux de positivité de la COVID-19 dans le département des Landes.

CONSIDÉRANT qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié, prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1 du décret précité prévoit en outre que le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent,

CONSIDÉRANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans les espaces publics (voies publiques et lieux ouverts au public) et, par suite, propices à la circulation du virus, qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental,

CONSIDÉRANT que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population,

CONSIDÉRANT que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans les secteurs à forte fréquentation où il est difficile de faire respecter les règles de distanciation, constitue une mesure de nature à limiter le risque de circulation du virus,

CONSIDÉRANT qu'il appartient à la préfète de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées,

CONSIDÉRANT l'avis de l'agence régionale de santé Nouvelle Aquitaine,

CONSIDÉRANT l'avis des maires des communes citées en annexe 1,

ARRÊTE

Article 1 : À compter du 15 septembre et jusqu'au 18 octobre 2020 inclus, toute personne de onze ans ou plus doit porter un masque de protection :

– Lorsqu'elle accède à des événements de plein air organisés sur la voie publique ou dans des espaces ouverts au public créant une concentration des personnes (marchés non couverts, vide-greniers, fêtes publiques, festivals, animation de rues...) visés à l'article 3 du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020,

– Dans un périmètre de 50 mètres autour des Établissements Recevant du Public suivants :

- Tous les établissements scolaires de type R (maternelle, élémentaire, collège, lycée et d'enseignement supérieur) du lundi au vendredi de 07h00 à 19h00, et le samedi de 07h00 à 13h00 pour les établissements ouverts ce jour-là.
- Une heure avant l'ouverture et une heure après la fermeture des stades et arènes (Type PA), salles de spectacle et de projection (Type L), établissements sportifs (Type X) et chapiteaux/tentes (Type CTS) ;

– Dans les zones du département des Landes, où le respect de la distanciation est rendu difficile par la forte fréquentation, désignées en annexe 1 du présent arrêté. Les communes concernées mettront en place une signalétique dans et aux abords des périmètres identifiés pour assurer la bonne information du public.

Ces dispositions sont sans préjudice des dispositions relatives aux établissements recevant du public (ERP) prévues au décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié.

Article 2 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020, de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 3 : Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe. En cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours gracieux auprès de la préfète des Landes, d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois suivant sa publication. Celui-ci peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le sous-préfet de l'arrondissement de Mont-de-Marsan, la sous-préfète de l'arrondissement de Dax, les maires, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Landes et dont une copie sera transmise à Messieurs les procureurs de la République de Mont-de-Marsan et Dax.

Mont-de-Marsan, le 15 septembre 2020,



Cécile BIGOT-DEKEYZER

Annexe 1: Liste des axes à forte concentration.

Les communes devront mettre en place une signalétique adéquate pour rappeler l'obligation de port du masque sur ces voies et lieux publics.

Commune de Biscarrosse du vendredi 20h00 au lundi à 03h00 :

– Biscarrosse plage pour les rues suivantes : avenue de la Plage (portion comprise entre la rue Vincent de Paul et le boulevard des sables), avenue de la Côte d'Argent (portion comprise entre la rue des Marsouins et la rue des Tamaris), rue de la Douane, place Dufau, place dite « demi-lune » située boulevard des Sables.

Commune de Capbreton du vendredi 20h00 au lundi à 03h00 :

– Sur les pontons, passerelles et la zone technique du port
– En centre-ville : Allée Marines (portion entre l'avenue Jean Lartigau et le pont Lajus ainsi que les squares Clémenceau et Mouloudji), rue du Général-de-Gaulle, place de l'Hôtel de ville, Mairie, rue Saint-Nicolas, rue Madeleine Castaings.
– Quartier port/front de mer : Boulevard Pompidou (portion du pont Bonamour à la place de la Liberté), place de la Liberté, l'estacade et les établissements de bains, boulevard François Mitterrand (front de mer jusqu'au pôle glisse Santochia, avenue de Lattre de Tassigny (portion de l'avenue de Madrid à l'entrée du CERS),

Commune de Dax du vendredi 20h00 au lundi à 03h00 :

– Gare et parvis, Parc Théodore Denis (arènes)
– En centre-ville : Rue des remparts, Rue Sainte Ursule, Place de la Course, Rue du Toro, Place Thiers, Rue de la Fontaine Chaude, Place de la Fontaine Chaude, Esplanade du Général de Gaulle, Cours Julia Augusta, Rue des Fusillés, Cours Pasteur, Rue des Faures, Rue des Bernabites, Place des Salines, Rue du Cordon Bleu, Rue Cazade, Rue du Palais, Place et rue du Mirailh, Rue de Borda, Rue des Pénitents, Place et rue des Carmes, Rue Neuve, Impasse Grateloup, Rue d'Eyrose, Rue des Archers, Rue Saint Vincent, Rue Saint Pierre, Place de la Cathédrale, Rue Morancy, Place Roger Ducos, Rue de la Halle, Rue de l'Évêché, Rue de la Laïcité, Rue Sully, Rue Louis Barthou, Place Chanoine Bordes, Square Max Moras, Place Camille Bouvet, Marché couvert, Place Hector Serres.

Commune de Gastes :

– Aire d'accueil des campings-car du Lac.

Commune de Mimizan :

Mimizan Plage :

– Rue de la Poste, portion entre la rue du Casino et l'avenue Maurice Martin, rue du Casino dans sa totalité, Avenue Maurice MARTIN dans sa partie située entre l'entrée de l'aire piétonne permanente et l'avenue de la côte d'argent.

Mimizan Bourg :

– Rue de l'Abbaye section comprise entre av de Bordeaux/av de Bayonne et la rue Edgar Degas, Av de Bordeaux section comprise entre rue de l'Abbaye/av de Bayonne et rue Claude Monet, Rue Claude Monet section comprise entre l'avenue de Bordeaux et la rue Paul Cézanne, Av de Bayonne section comprise entre rue de l'Abbaye/av de Bordeaux et la rue l'hôtel Magne, Av de la Gare section comprise entre l'avenue de Bayonne et la rue du Théâtre, Place des Ormes dans sa totalité, Rue des Ormes dans sa totalité, Place Félix Poussade.

Commune de Moliets et Maâ du vendredi 20h00 au lundi à 03h00 :

– Place et rue de la Bastide, rue du Marché, place de la Balise, avenue de l’Océan (portion de l’entrée du camping des Cigales jusqu’au haut de plage et au retour jusqu’à la rue de la Bastide), place de la Mairie, Fronton et rue de l’Embouchure.

Commune de Mont-de-Marsan du vendredi 20h00 au lundi à 03h00 :

– Place Saint-Roch, Rue Bergeron, Place Pitrac, Rue Pitrac, Rue Montluc (côté Saint-Roch), Rue Gambetta, Place du Général-Leclerc, Place Charles-de-Gaulle.

Commune de Seignosse du vendredi 20h00 au lundi à 03h00 :

– Place Castille, le forum et les allées du parc ainsi que le tour des halles du Penon.

Commune de Soustons du vendredi 20h00 au lundi à 03h00 :

– Route de Tosse jusqu’au Centre Leclerc, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, Place Sterling, Rue Daste, Rue Émile Nougaro, Place de l’hôtel de ville, Allée de la Cantère y compris le parking attenant, Avenue de Labouyrie jusqu’au Passage du Carrelot, Place du Docteur Barrère, Place du Commerce, Rue Jean Moulin, Place Robert Lassalle, Place des Àrènes.

Commune de Soorts-Hossegor du vendredi 20h00 au lundi à 03h00 :

– Avenue du Touring Club de France (portion comprise entre l’avenue Maître Pierre et l’avenue Rosny), avenue Lahary, avenue de la Gare, avenue de Paris, avenue de la Gare, avenue Jean Roger Sourgen, avenue de la Paix, avenue du Golf (portion comprise entre l’avenue de Paris et l’avenue du Touring Club de France), les allées Pasteur (portion comprise entre l’avenue Lahary et l’allée de la Pierre Bleue), la Place Pasteur, parking des Pins Tranquilles, place de la Concorde, parking de l’Office de Tourisme, parking de la Poste, place du marché, place des Basques, rue des Landais, place des Landais, promenade du Front de Mer de la limite de commune avec Capbreton à la « gloriette » Nord, esplanade du Point d’Or.

Commune de Vieux Boucau :

– Grand’rue, rue du Capitaine Saint Jours, place de la mairie, rue de l’église, avenue de Moïsan (portion de la place de l’assemblée à la rue de la Boucalaise), rue de la Boucalaise (portion de la rue capitaine Saint Jours à l’avenue de Moïsan), place des Tamaris, mail André Rigal (côté nord jusqu’à la place du petit port), promenade du lac (portion de la rue Gaston Larrieu à la place du levant), avenue de la plage sur la montée de la plage de l’emporté au capitaine bar, parking estacade sur l’accès platelage bois, avenue des dunes (portion du parking de la plage nord au poste MNS nord).

Préfecture des Landes

40-2020-09-15-001

Arrêté 2020-614 portant fermeture de la classe de
CM1-CM2 de l'école Jules Ferry de St Pierre du Mont

**Arrêté 2020-614 portant fermeture temporaire de la « classe de CM1/CM2 » de
l'école Jules Ferry de Saint Pierre du Mont**

**La préfète,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 3131 et suivants et R 2324-17 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-2 et L 2215-1 ;

VU la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 5 février 2020 portant nomination de Madame Cécile BIGOT-DEKEYZER en qualité de préfète du département des Landes ;

VU le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 15 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

CONSIDÉRANT que la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence prévoit, à son article 1er que le Premier ministre peut réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public ainsi que des lieux de réunion, réglementer les rassemblements de personnes, les réunions et les activités sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public et qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

CONSIDÉRANT que les récents points de situation communiqués par Santé Publique France et par l'ARS font état d'une propagation accrue du virus en région Nouvelle-Aquitaine ;

CONSIDÉRANT que 2 cas positifs à la Covid-19 ont été déclarés au sein de la « classe de CM1/CM2 » de l'école primaire publique Jules Ferry de Saint Pierre du Mont ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des résultats positifs des tests effectués sur deux élèves et qu'au terme d'une concertation conduite par la directrice de cabinet de la préfète avec l'ARS, la CPAM, et la commune responsable de l'école, et conformément aux préconisations de l'ARS, il a été estimé nécessaire de fermer, la « classe de CM1/CM2 » de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à la préfète de fermer temporairement l'établissement selon l'avis des autorités sanitaires ;

Sur proposition de la directrice de cabinet de la préfète ;

ARRÊTE

Article 1 : La « classe de CM1/CM2 » de l'école primaire publique Jules Ferry de Saint Pierre du Mont est fermée du 15 au 18 septembre 2020 inclus.

Les élèves pourront être accueillis à compter du 21 septembre 2020 sous la condition de la fourniture d'un résultat négatif à un test PCR.

Au plus tard le 25 septembre 2020, l'ensemble des élèves sera accueilli sans obligation de présentation d'un test négatif.

Article 2 : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Le sous-préfet de l'arrondissement de Mont-de-Marsan, l'inspecteur académique, directeur académique des services de l'éducation nationale, le maire de Mont-de-Marsan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil départemental des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Mont-de-Marsan, le 15 septembre 2020

la préfète

A blue ink signature of Cécile Bigot-Dekeyzer, consisting of a stylized 'C' followed by a series of loops and a horizontal line.

Cécile BIGOT-DEKEYZER